

« Compte-rendu de S. Bosc, *Sociologie des classes moyennes*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2008 », *Genèses*, n°81, 2010, pp. 164-165.

Serge Bosc, *Sociologie des classes moyennes*, Paris, La Découverte (Repères), 2008, 122 pages.

L'ouvrage de Serge Bosc va au-delà de l'objectif fixé par cette collection : synthétiser les savoirs sur un objet déterminé. Il soutient une thèse remettant en cause l'analyse globalisante de Louis Chauvel parue en 2006 (*Les classes moyennes à la dérive*, 2006). Avant de revenir sur la controverse, présentons les grandes lignes du livre.

Quatre des six chapitres tentent de définir les classes moyennes, de décrire leurs composantes et d'analyser leurs évolutions au prisme des transformations de la structure sociale. Les explications sont claires, les références mobilisées sont fort nombreuses et le matériel statistique important.

Les deux premiers chapitres reviennent sur le glissement sémantique de l'expression « classe(s) moyenne(s) » et sur l'essor de ces catégories. L'expression a successivement désigné la bourgeoisie (première moitié du XIX^{ème} siècle) et la petite bourgeoisie indépendante (milieu du XIX^{ème} siècle). Dès les années 1930, les regroupements de classes moyennes associent les indépendants aux membres d'un salariat intermédiaire non manuel rassemblant les techniciens des nouvelles fonctions productives, les employés de bureau et des grands magasins. La description numérique des classes moyennes depuis les années 1950 est engagée dès le deuxième chapitre. L'expansion puis le recul du groupe ouvrier, le déclin des indépendants et la montée des catégories salariées non manuelles conduisent à un « changement de centre de gravité » de la constellation ; ce dernier allant de la petite bourgeoisie indépendante vers le salariat non manuel.

L'essor des salariés non manuels lié à la montée des services est variable selon les catégories. Si l'augmentation du nombre d'employés administratifs et de professions intermédiaires est observable jusqu'aux années 1980, ce sont les cadres et les professeurs qui connaissent la croissance la plus forte. De nouvelles différenciations apparaissent aux côtés de la césure traditionnelle entre indépendants et salariés : on distingue les « gens du privé et les gens du public », on distingue également le salariat selon la hiérarchie de la nomenclature professionnelle qui intègre des différences en termes de formation, de niveaux de responsabilité et de rémunération. La salarisation des groupes intermédiaires transforme la vision de leur univers. On parle de « nouvelles classes moyennes » et de « traditionnelles » pour qualifier les indépendants. De manière réductrice, la lecture sociologique de cette opposition attribue, aux premières, un ensemble de valeurs et de pratiques associées à la modernité et, aux secondes, un attachement aux valeurs classiques de la petite entreprise.

Les chapitres III et IV décrivent les transformations des deux composantes des classes moyennes : les indépendants et le salariat intermédiaire du public et du privé. La révolution agricole des années 1950-1960, impulsée par l'État et une fraction du syndicalisme paysan, fait émerger une strate d'agriculteurs, associée aux classes moyennes indépendantes, qui travaillent sur des grandes et moyennes exploitations, et dont l'activité est en partie tributaire des politiques publiques. Du côté des commerçants indépendants, on assiste à leur déclin sous l'effet de l'implantation massive des grandes surfaces. Ce déclin masque toutefois des évolutions internes. Deux familles connaissent une croissance élevée au cours des dernières décennies : les prestataires de services (aux entreprises et aux particuliers) et les professions libérales assimilées. La sociologie de ces deux catégories révèle des profils bien différents de ceux des autres indépendants : niveau d'études plus élevé, compétences techniques, éloignement du modèle de l'entreprise familiale.

Bosc s'intéresse ensuite au salariat intermédiaire du public et du privé. Bien que sans pouvoir décisif, les cadres se situent à la charnière des classes moyennes et supérieures et bénéficient de revenus nettement supérieurs à ceux des professions intermédiaires (42 928 euros en 2003 contre 22 143 euros). L'hétérogénéité sociale du groupe des employés, mise en évidence par Chenu, est renforcée en 1982 lors de la refonte de la nomenclature de l'INSEE : aux employés administratifs, de commerce et aux personnels de service, sont adjoints les policiers, les militaires de rang inférieur et les personnels de service direct aux particuliers, plus nombreux que le groupe initial. Le genre féminin apparaît comme le seul dénominateur commun aux différentes professions (policiers et militaires mis à part). Le travail non qualifié touche progressivement la catégorie des employés sous l'effet conjoint de la stagnation des employés administratifs et de la croissance des employés de commerce et des services aux particuliers. Se produit un écartèlement de la catégorie entre le pôle des employées administratives issues des classes moyennes et le pôle des employées peu qualifiées des services et du commerce, originaires de milieu moins favorisé et mariées le plus souvent à un ouvrier. Les enquêtes sur le sentiment d'appartenance sociale rejoignent ce découpage : une affiliation des employés administratifs aux classes moyennes dans 48 % des cas contre 33 % pour les personnels des services et du commerce.

Les deux derniers chapitres reviennent sur les travaux emblématiques menés sur les classes moyennes et sur les controverses qu'ils ont suscitées (notamment le débat sur la moyennisation de la société française d'Henri Mendras, ou les critiques adressées aux analyses de Bourdieu dans *La Distinction*, qui associaient l'ensemble des comportements culturels des classes moyennes salariées à une volonté d'ascension sociale).

Le débat engagé par Bosc dans le dernier chapitre est plus contemporain. Il fixe deux règles. D'une part, il faut se détacher du discours médiatique sensationnel et sans nuance, auquel le livre de Chauvel a objectivement contribué. Il apporte, d'autre part, en tant que sociologue,

une nouvelle dimension au débat : la prise en compte d'une lutte, celle que se livrent plusieurs groupes sociaux pour représenter, à différentes époques, « le cœur des classes moyennes ».

Malgré le diagnostic de la déstabilisation objective des classes moyennes, incarnée par la fragilisation des statuts d'emploi, le chômage des cadres, l'institutionnalisation de l'embauche en CDD, le déclassement des jeunes diplômés issus des strates intermédiaires, la dévalorisation sociale de certaines professions et la stagnation des revenus, l'auteur pose la question suivante : a-t-on affaire à une crise généralisée ? Quelques indices viennent mettre un bémol au tableau alarmiste et globalisant de Chauvel tels que la croissance de l'emploi global des classes moyennes salariées ou l'exposition plus forte des enfants des couches populaires au déclassement scolaire par rapport à ceux issus des catégories moyennes.

L'intérêt est aussi de repérer l'existence d'une bataille pour représenter le cœur des classes moyennes. À certains moments de l'histoire, plusieurs groupes se sont succédé pour occuper cette fonction : les indépendants de la première moitié du XX^{ème} siècle, les cadres modernisateurs des Trente Glorieuses analysés par Boltanski, puis les « aventuriers du quotidien » de Bidou, occupant les métiers de l'action éducative, sociale, médicale et culturelle. Aujourd'hui, la multiplication des pôles au sein des couches intermédiaires et la crise des modèles politiques viennent brouiller leur représentation. Selon Bosc, le « label classes moyennes » n'est donc plus associé à des acteurs collectifs incontestés. C'est sans doute dans ce flottement que réside la « crise » des classes moyennes. Telle est en tout cas l'hypothèse formulée en conclusion de cette contribution riche et stimulante.